

Déclaration liminaire

A Paris, le 10 décembre 2024

Comité social d'administration Ministériel des 10 et 11 décembre 2024

"Quand le désordre vient d'en haut, la solution viendra d'en bas !"

Madame la Secrétaire Générale,

C'est avec une grande gravité et une profonde colère que nous prenons la parole aujourd'hui.

Après la réussite de la mobilisation intersyndicale du 5 décembre, notre message est clair : nous continuons de refuser la destruction systématique et méthodique de la Fonction publique et le dénigrement et la stigmatisation de ses agents.

Le "bazar" politique actuel, caractérisé par une instabilité gouvernementale et une gestion incohérente des priorités publiques, se traduit par un mépris flagrant pour la fonction publique. Les réformes successives l'ont ancrée dans une réduction continue des effectifs, une surcharge de travail et une insuffisance de moyens.

FO Agriculture dénonce cette politique, qui pénalise les personnels dans leur quotidien et entrave la qualité du service public.

Les revendications de **FO Agriculture** incluent la stabilisation des effectifs, une revalorisation conséquente des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la reconnaissance des agents dans leurs missions et la garantie d'une gestion transparente et équitable des carrières.

Les agents de contrôle, notamment ceux de l'Office français de la biodiversité (OFB) vivent une situation particulièrement difficile. Depuis des mois, ils sont pris pour cibles par les attaques répétées de certains agriculteurs et syndicats agricoles, souvent soutenues par des politiques. Parallèlement, les moyens alloués à leurs missions se réduisent, accentuant la pression sur ces agents déjà fragilisés.

" Maintenant, on a peur ! ...C'est dur, c'est vraiment dur ! " Ces déclarations résument l'état d'esprit des agents qui, confrontés à cette situation, expriment un désarroi profond.

Face à cette situation, **FO Agriculture** ne peut rester passive. Nous exigeons des réponses concrètes et un soutien fort de notre administration pour nos collègues en difficulté. Il est inacceptable de laisser les agents du ministère sans défense face à ces attaques infondées.

FO Agriculture revendique la protection physique et juridique de tous les agents du MASAF, quelle que soit leur structure et leur employeur.

De même, dans nos établissements de l'enseignement agricole public, la situation est de plus en plus alarmante.

Année après année, les moyens manquent. La jeunesse est laissée pour compte et la ruralité se meurt.

Sous couvert de « redressement des finances publiques », les dirigeants appliquent une stratégie qui favorise systématiquement les intérêts d'une minorité privilégiée au détriment de la majorité.

La logique est simple : vider les caisses de l'État par des exonérations fiscales massives accordées aux plus riches et aux grandes entreprises, puis justifier des coupes drastiques dans les services publics en invoquant un déficit budgétaire artificiellement gonflé.

Ce cynisme budgétaire était clairement exposé dans le projet de loi de finances 2025 :

- Une réduction du déficit à 5,0 % du PIB en 2025, contre 6,1 % en 2024, grâce à un effort de 60 milliards d'euros, soit 2 points de PIB.
- Une trajectoire budgétaire visant à ramener le déficit sous les 3 % d'ici 2029,

Derrière ces chiffres se cache une réalité brutale : **celle du sacrifice des services publics et de ceux qui les font vivre.**

Le statut des fonctionnaires, pilier fondamental de notre République, est démantelé progressivement, réforme après réforme. La rémunération au mérite, la destruction des grilles indiciaires, le gel du point d'indice, etc : tout est mis en place pour précariser et dévaloriser nos métiers.

Depuis l'an 2000, les agents de la Fonction publique ont perdu 30 % de leur pouvoir d'achat. Pendant ce temps, le SMIC, heureusement indexé sur l'inflation, augmente régulièrement, creusant ainsi un fossé honteux entre les agents de la fonction publique et les autres salariés. Sur certains postes, on ne trouve même plus de candidats.

La démission du gouvernement, suite à la motion de censure, a fait tomber (au moins temporairement) les trois jours de carence, la réduction des 10% des indemnités, liés aux arrêts maladies ordinaires, les suppressions de postes prévues au budget 2025.

De plus, la reprise de la loi de finances 2024 devrait permettre de rétablir la GIPA.

Le 5 décembre, nous étions dans la rue, nombreux, pour défendre le service public et ses agents.

Le prochain gouvernement, quelle que soit sa composition, devra prendre pleinement conscience de cette contestation et écouter enfin la voix du peuple.

Nous vous demandons encore une fois d'assumer votre responsabilité d'employeur et de payer à vos salariés ce que vous leur devez et quand vous le leur devez : salaires des agents contractuels, primes de précarité, heures de nuits, astreintes et remplacements en abattoirs, etc...

Les retards s'accumulent et mettent nos collègues en grande difficulté.

Sans les actes, les belles intentions concernant l'attractivité de notre ministère sont de la poudre aux yeux qui n'éblouit plus personne !

Ensemble, pour un service public puissant, pour un avenir digne et pour la justice sociale, nous ne céderons pas.

Je vous remercie.

L'équipe FO Agriculture



Être solidaires et avancer ensemble
Résister - Revendiquer - Reconquérir

Suivez toute l'actualité sur notre site : fo-agriculture.fr

